

De Grenoble à Saint-Aignan la guerre civile menace

C'est toujours la même histoire : un jeune délinquant allogène, multirécidiviste, se tue au cours d'une course-poursuite avec la police et aussitôt c'est l'émeute. Par réflexe ethnique et antifrançais les jeunes du quartier brûlent des voitures, mettent à sac des commerces et des salles de sport, font régner la terreur et la désolation. Ce fut le cas en octobre 2005 à Clichy-sous-Bois d'où sont parties les émeutes du Ramadan qui pendant trois semaines ravagèrent des quartiers entiers du pays. Ce fut le cas lors des émeutes de novembre 2007 à Villiers-le-Bel. C'est encore le cas ces jours-ci tant à Grenoble qu'à Saint-Aignan.

Des dizaines de gens du voyage ont attaqué à la hache et à la barre de fer la gendarmerie de cette commune du Loir-et-Cher, après le décès d'un adolescent poursuivi par la police. Après avoir essayé de forcer le portail d'entrée, ces hordes ont brûlé plusieurs voitures, tronçonné des tilleuls, et mis à terre des feux tricolores. Une boulangerie du village a également été dévalisée. Les assaillants ont saccagé une partie de la place centrale du village. La nuit suivante, de dimanche à lundi, rebelote, mais quelques kilomètres plus loin, à Onzain, Meher et Couddes : voitures brûlées, vitrine défoncée, salle des mariages de la mairie de Couddes incendiée. Deux escadrons de gendarmerie restent déployés dans les environs. Pour le préfet du Loir-et-Cher Philippe Galli, ces nouveaux incidents ne sont pas fortuits. Ils font suite à la mort du jeune Luigi Duquenet, 22 ans, père d'une petite fille, tué dans une course-poursuite avec les gendarmes dans la nuit de vendredi à samedi. Selon les premiers éléments de l'enquête, il aurait eu peur d'un contrôle, car il roulait sans permis. Il aurait craint aussi d'être associé à un vol qui venait d'être signalé dans la commune voisine. Mais à part cela, l'on veut nous convaincre que les Roms ne posent aucun problème. Or l'on sait par exemple qu'une ville comme Perpignan est depuis des années la proie de tensions extrêmes entre Maghrébins et Gitans.

Ce qui vaut dans le Loir-et-Cher vaut dans l'Isère et pourrait hélas se produire aujourd'hui dans la plupart des départements français. Depuis plusieurs jours, à Grenoble, la police essuie dans le quartier de la Villeneuve des tirs à balles réelles après la mort, là aussi dans le cadre d'une course-poursuite, d'un jeune Maghrébin multirécidiviste, Karim Boudouda, qui avait braqué le casino d'Uriage-les-Bains près de Grenoble dans la nuit de jeudi à vendredi. Les premières violences avaient éclaté la nuit suivante, avec des affrontements entre forces de l'ordre et casseurs après le décès jeudi soir de Boudouda, déjà trois fois condamné aux Assises pour vol à main armée. Le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux a annoncé avoir demandé au préfet de l'Isère d'organiser dès cette semaine, en liaison avec le maire de Grenoble et le procureur de la République, une réunion rassemblant l'ensemble des acteurs publics locaux concernés pour « faire un point d'ensemble sur la situation locale et arrêter les réponses spécifiques et concrètes à apporter pour une sécurité durable à Grenoble, et tout particulièrement dans le quartier de la Villeneuve ». Bref, la langue de bois habituelle. Car tout cela n'est qu'un vœu pieux au regard de la situation qui est une véritable épreuve de force entre les émeutiers allogènes et la police.

Et que dire de l'incongruité qu'il y a à affirmer, comme les grands media, que les dernières nuits ont été calmes alors que plusieurs coups de feu à balle réelle ont été tirés sur les forces de l'ordre ? A la télévision, l'on voit que le quartier en question est devenu une zone quasi-militaire, avec un hélicoptère tournant en permanence au-dessus des immeubles, tandis que le tramway ne s'arrête plus dans la gare. Quand on pense que le quartier de la Villeneuve, grand projet des années 1970, avec édification d'immeubles flambant neufs dans un écrin de verdure, était cité en exemple tant on le présentait comme un modèle de mixité sociale avec des logements comprenant des HLM mais aussi des appartements au prix du marché ! Comment diable en est-on arrivé là ? Réponse donnée à la télévision : la faute aux cadres qui ont déserté ce paradis terrestre, portant un coup fatal à la mixité. Plus de mixité, plus de sécurité ! Comment peut-on à ce point être déconnecté du réel ? Ou mentir aussi effrontément ? Pourquoi en effet ont-ils déserté le quartier, ces cadres coupables ? Tout simplement parce qu'ils en avaient assez de la violence, de la délinquance, des dégradations, de l'atmosphère d'insécurité permanente qui y règne et aussi de cette impression très douloureuse de ne plus se sentir chez soi. En revanche, les malfrats allogènes, eux, ne partent pas. Ils ne sont pas en vacances. Serait-ce la faute de la commune socialiste qui ne leur paye pas assez de colonies au bord de la mer ?

Quant à la mère du défunt braqueur, Mme Saliya Boudouda, elle, clame sans honte, dans un français approximatif, sa haine de la police et son désir de vengeance : « Ils ont déconné, les flics, ils ont déconné. Je vais voir le procureur et je vais porter plainte. Ça va aller très loin. » Aurait-elle une telle assurance, ferait-elle preuve d'une telle outrecuidance si les immigrés n'avaient pas tous les droits en France, s'ils ne se savaient pas tout permis ? Et l'énergie qu'elle met à vouloir se faire justice n'aurait-elle pas été mieux employée à élever son fils pour qu'il ne devînt pas un délinquant multirécidiviste ? Des petites frappes commettent des délits, se font tuer en voulant échapper à la police, et c'est cette dernière qui doit rendre gorge ? On parle de bavure ; et si c'était un policier qui avait été tué, de quoi aurait-on parlé ? Des risques du métier ? De la fatalité ? On mesure à quel point nous vivons dans une société fondée sur l'inversion dans tous les domaines. Et l'on ne dira jamais assez combien les politiciens de droite comme de gauche sont des criminels pour avoir favorisé par tous les moyens depuis des décennies une immigration massive et eu les yeux de Chimène à l'égard de tout ce qui était peu ou prou exotique. Ainsi que le note Bruno Gollnisch dans un communiqué intitulé « Grenoble : vers la guerre civile ? », « le scandale que révèlent les émeutes de Grenoble ne réside pas dans la mort du braqueur multirécidiviste Karim Boudouda. Il y a des risques dans des métiers honnêtes. Il faut bien qu'il y en ait aussi pour les auteurs d'attaques à main armée. Le vrai scandale, c'est que l'intéressé, déjà condamné trois fois en Cour d'Assises pour des faits semblables, n'ait pas été fermement et définitivement expulsé vers son pays d'origine, l'Algérie. Combien l'éducation, les soins, l'entretien, les procès de Karim Boudouda ont-ils coûté à la France ? Et, toute honte bue, sa mère porte plainte contre l'Etat français ! Venant après les émeutes de Villiers-le-Bel, celles de Grenoble révèlent les périls dans lesquels les politiques successives ont placé notre pays : que se passera-t-il quand tous les voyous attaqueront en même temps ceux qui sont censés assurer la sécurité des Français ? » s'interroge fort justement le vice-président du Front national. De toute évidence le pire est devant nous. Et de cette guerre faite à notre peuple et à notre pays, nous ne sommes pas sûrs de sortir vainqueurs.

Lors des traditionnelles cérémonies du Vel d'Hiv le 16 juillet, les autorités ont encore pointé du doigt le régime de Vichy accusé de tous les maux et jugé coupable à jamais d'avoir collaboré avec l'occupant. Mais que dire de la collaboration, de la connivence, de la complicité des pouvoirs publics actuels avec l'occupant étranger ? Ces deux derniers siècles, la France a connu quatre occupations, à chaque fois sur une partie plus importante de son territoire : en 1814-1815, en 1870-1871, en 1914-1918, en 1940-1944. Dans trois cas sur quatre (la seule exception fut 1914), c'est la France qui avait elle-même déclaré la guerre. Les militaires qui occupaient le pays étaient en uniforme, à effectif limité, à stationnement géographique restreint et leur apport démographique fut dérisoire. On estime au maximum à 60 000 le nombre d'enfants français nés de soldats allemands. A ces diverses occupations, les gouvernements de l'époque s'opposaient autant qu'ils le pouvaient, dénonçaient l'invasion ennemie et protégeaient au mieux la population française. Les occupants eux-mêmes respectaient globalement les droits des gens, les lois de la guerre. On payait l'entretien des troupes d'occupation, on versait les indemnités de guerre ; les gouvernements sauvegardaient l'intérêt national. Les belligérants avaient de surcroît la même origine ethnique, culturelle, religieuse, civilisationnelle. Rien de tel avec la cinquième occupation qui a commencé peu après la fin de la guerre d'Algérie et qui prend des proportions dramatiques depuis le regroupement familial de 1976. Cette occupation a été précédée et accompagnée d'un désarmement moral, mental, spirituel et psychologique induit par Vatican II, favorisé par la perte des colonies, par les premières lois scélérates comme la loi Pleven du 1er juillet 1972, par la désagrégation de la famille, par le règne de la civilisation des loisirs, par le triomphe de la techno-science amollissant les mœurs et détournant les esprits de choses plus essentielles, par la dépolitisation générale de la société, par l'abandon quasi général du souci du bien commun, de l'intérêt général.

Au lieu de protéger et de défendre la nation française, les gouvernements successifs ont favorisé de l'intérieur par tous les moyens l'occupation étrangère, promulguant même des lois d'exception contre les nationaux qui la refusaient et ont subi de l'extérieur — mais avec leur plein consentement — la loi de l'étranger en obéissant servilement aux directives euromondialistes de la commission de Bruxelles. Au lieu de protéger et de fermer les frontières, on les a supprimées. Au lieu de couper les pompes aspirantes, on n'a eu de cesse de les ouvrir chaque jour davantage à coup de RMI, d'allocations familiales, de couverture maladie universelle (CMU) et d'aides médicales d'Etat (AME). Au lieu d'arrêter dans un premier temps toute nouvelle vague d'immigration puis dans un second d'inverser les flux migratoires dans un pays qui n'a même plus assez de travail à offrir à ses ressortissants et qui croule sous la dette et les déficits publics, on a continué à faire venir par millions d'Afrique du Nord, d'Afrique subsaharienne, d'Asie, d'Amérique latine des immigrants n'ayant ni notre langue, ni notre ethnie, ni notre culture, ni notre religion. Maurras écrivait que « la France est une amitié », ce qui suppose de penser, de sentir, de vibrer, de prier, d'aimer de la même façon. José Antonio Primo de Rivera affirmait quant à lui que la nation, c'est « une communauté de destin dans l'universel ». Cela suppose une histoire commune, une même vision du monde, un semblable attachement charnel à une terre, à un peuple, à une langue, à une civilisation. Autant de dispositions d'esprit dont sont évidemment incapables des gens venus d'ailleurs et que rien ne rattache à la France. Au lieu d'alerter nos compatriotes sur les dangers

immenses induits par une immigration incontrôlée sans tri qualitatif ni seuil quantitatif, on a démantelé systématiquement leurs défenses immunitaires, leurs capacités d'autodéfense et d'esprit critique au nom du dogme antiraciste et antidiscriminatoire. De sorte que très fréquemment l'on n'ose même plus prononcer le terme d'immigration. Comme si l'on avait plus peur des mots que des maux. La peur est sans doute avec la vanité le sentiment le plus profond et le plus communément répandu chez l'homme. Il explique toutes les lâchetés, toutes les ignominies, toutes les abdications déguisées souvent en fausse sagesse. Et pourtant, face à la guerre civile qui menace, à la guérilla urbaine qui se précise, il faudra savoir surmonter sa peur et faire face. L'avenir dira si notre peuple anesthésié et avili en est encore capable.

<jeromebourbon@yahoo.fr>.